

Daniel Bensaïd

« Nous devons dépasser la phase des slogans sympathiques des forums sociaux »

Entretien de Maior Carta avec le philosophe et dirigeant marxiste français Daniel Bensaïd

Daniel Bensaïd, philosophe et militant français, se trouve présentement au Brésil pour une série de conférences, à l'occasion de la parution d'un de ses livres, Les Irréductibles : théorèmes de la résistance à l'air du temps, aux Éditions Boitempo. Dans cet entretien publié par la revue Carta Maior, il analyse la crise financière et ses possibles dénouements. Durant la conversation, effectuée avant la conférence à l'université d'État de Rio de Janeiro (UERJ), Bensaïd a pointé les contradictions des dirigeants européens de droite qui parle d'un « nouvel accord de Bretton Woods » et affirmé – le résultat des élections présidentielles nord-américaines n'était alors pas encore connu – que la domination des États-Unis connaît un déclin irréversible et que l'hégémonie nord-américaine ne se maintient que par la puissance politique et militaire de ce pays.

Théoricien trotskiste connu, Bensaïd a aussi critiqué durement la social-démocratie européenne et relevé le manque d'un projet de gauche en Europe. Le militant français affirme ne pas connaître très bien la situation de l'Amérique latine, mais il pense que les gouvernements de gauche de la région peuvent constituer une alternative locale à la crise. Il affirme aussi que l'heure est venue de dire quel « autre monde possible » nous voulons réellement.

Carta Maior: *Quelles sont, de manière générale, vos impressions sur la crise financière mondiale actuelle ? Sommes-nous face à une crise terminale du système capitaliste ?*

Daniel Bensaïd: Le capitalisme ne va pas mourir tout seul. C'est une crise historique, et pas seulement une crise ordinaire, comme le capitalisme en connaît tous les 10 ou les 15 ans. Cette crise était aussi prévisible, parce qu'il est impossible d'exiger – comme le veulent les actionnaires – un bénéfice sur les investissements de l'ordre de 15 % par an, par rapport à une croissance qui est, en moyenne, dans le cas des pays développés, de 2 ou 3 % par an. Certains disent que la crise financière peut atteindre l'économie réelle, ce qui est une formule un peu absurde : les finances font partie de l'économie réelle, elles ne sont pas irréelles, effectivement. Derrière cette crise financière, il y avait une crise de surproduction. Au moins dans les pays européens – je ne connais pas les statistiques brésiliennes -, la division de la valeur ajoutée entre salaire et travail s'est modifiée de 10 % en faveur du capital ; c'est-à-dire que le capital fait un gain au détriment du travail, ce qui provoque une crise incontrôlable. Pour continuer à vendre – car si le produit existe, il est nécessaire de le vendre -, il s'est produit une augmentation totalement folle du crédit, et pas seulement du crédit immobilier aux États-Unis. Les crédits à la consommation et aux entreprises ont aussi augmenté. De ce point de vue, la crise était prévisible.

D'autre part, il ne s'agit pas simplement d'une fatalité, c'est le résultat de décisions politiques qui se sont accumulées en 20 ans : la dérégulation des bourses, la libre circulation des capitaux, le développement des gains du capital non fiscalisés, tout cela a été précédé d'une série de mesures législatives prises par les différents parlements d'Angleterre, de

France, d'Allemagne, etc. En ce qui concerne l'Europe, cette orientation fut systématisée par les différents traités de l'Union européenne, de Maastricht en 1992 à Lisbonne l'an passé, qui ont codifié le libre marché européen. Par conséquent, c'était une crise prévisible ; cette crise est très grave, parce qu'elle est globalisée, c'est son caractère inédit. Mais, derrière tout cela, je crois que le capitalisme pourra se remettre, il a déjà résisté à d'autres crises. Le problème, c'est de savoir à quel prix et qui va payer ce prix, car en fin de compte, il s'agit d'une crise plus profonde. En termes marxistes, nous pouvons que la loi de la valeur fonctionne très mal actuellement. Aujourd'hui, nous ne pouvons pas mesurer le temps d'un travail social très complexe, qui mobilise toujours plus de connaissance accumulée, tout comme nous ne pouvons pas mesurer la crise écologique par la fluctuation des bourses de valeurs.

C.M.: *La crise environnementale, avec le problème du réchauffement global, rend-elle la crise financière encore plus grave ? Vivons-nous une crise de l'humanité ?*

D.B.: Oui, et la crise environnementale n'est pas un problème quelconque. Quand nous pensons aux conséquences, qui se répercuteront durant des siècles ou peut-être des milliers d'années, des stocks de déchets nucléaires, de la destruction des forêts, de la pollution des océans et maintenant des changements climatiques, nous voyons que ces problèmes ne pourront pas être contrôlés simplement par les mécanismes du marché qui, par définition, arbitrent à court terme ou de manière instantanée. C'est au centre de ce que nous appelons organisation sociale par la pratique de mesure toute richesse, toute relation sociale, y compris la relation de la société humaine avec la nature, par l'unique critère du temps de travail abstrait.

C.M. : *Les pays européens ont décidé d'affronter la crise par des mesures protectionnistes et une forte présence de l'État. Le président français, Nicolas Sarkozy, affirme que les pays doivent s'acheminer vers un nouveau Bretton Woods. Comment analysez-vous la position européenne ?*

D.B. : Dans une crise comme celle-ci, il existe une contradiction. Comme la globalisation est là et qu'elle est en partie irréversible, aujourd'hui tout le monde – y compris les anciens libéraux fanatiques – pense qu'il est nécessaire d'établir une régulation et de nouvelles règles du jeu. Tout le monde parle d'une régulation à l'échelle mondiale, un nouveau Bretton Woods, ou au moins à l'échelle continentale : ainsi, pour prendre l'exemple de l'Europe, la création du Fonds souverain européen. Ce sont les intentions. En même temps, dans une crise aussi grave, chacun tente de jouer cavalier seul : depuis le début de la crise, nous voyons qu'il y a des intérêts différents qui, comme en Allemagne et en Irlande, voudraient protéger leurs propres capitaux et leurs propres banques. Il est trop tôt pour dire qui va gagner le gros lot ou s'il y aura une sorte de solidarité entre capitalistes suffisamment forte pour créer des mécanismes de contrôle de la crise et de solutions à nos problèmes. Ou si, au contraire, nous allons assister à une très forte aggravation de la compétition intercapitaliste, interimpérialiste, ou entre les grands blocs. Une crise comme celle-ci crée aussi des tendances centrifuges très fortes.

C.M. : *Pensez-vous que cette crise renforce le déclin des États-Unis comme puissance hégémonique mondiale ?*

D.B. : Du point de vue économique, le déclin de l'Empire américain a commencé depuis longtemps, en grande partie à cause de son poten-

tiel militaire qui représente 60 % des armements et des dépenses d'armement du monde entier. Et il existe actuellement un effet pervers, car la dette américaine avait été neutralisée par le transfert de capitaux en provenance des pays pétroliers et de la Chine en direction des États-Unis, sous la forme de bons du Trésor, c'est-à-dire en dollars. Si ces capitaux se retirent, ils font chuter le dollar et les États-Unis perdent sur tous les plans. Par conséquent, du point de vue économique, il existe une sorte de mécanisme, où les États-Unis sont en situation d'otage. Tant qu'ils maintiennent leur hégémonie militaire, le scénario actuel peut durer, mais on voit bien aujourd'hui, et on le voyait avant la crise, que l'euro – ou même le yen, mais surtout l'euro – peut devenir la monnaie de réserve à la place du dollar. Celui-ci conserve son rôle de monnaie de change internationale bien plus en raison de la puissance militaire états-unienne que par la solidité de l'économie de ce pays. Pour cela, je crois que le déclin des États-Unis est aujourd'hui irréversible.

C.M. : *Quelle est votre appréciation sur la position de la gauche face à la crise financière ? Pensez-vous que les gouvernements de gauche latino-américains peuvent jouer un rôle important dans la recherche de solutions à la crise ?*

D.B. : Je ne connais pas très bien le contexte de l'Amérique latine. Je ne sais pas, par exemple, quelle sera la capacité du Venezuela si le prix du pétrole continue à baisser. Il est même possible que les effets de la crise soient plus durs pour des pays comme la Bolivie ou le Venezuela que pour le Brésil, dont les exportations sont très diversifiées. Je crois que le Brésil subira aussi la crise, mais peut-être avec moins de force. Maintenant, la réaction à la crise va-t-elle commencer à partir d'un

pôle bolivarien ou à partir de la tentative de la Banque du Sud pour être autonome par rapport au dollar ? Se créera-t-il une solidarité énergétique et alimentaire entre les pays d'Amérique latine ? Tout cela va-t-il avancer ou non ? La question et la réponse sont ici. Je n'ai pas de réponse.

C.M. : *Et en Europe existe-t-il un projet de gauche ?*

D.B. : La social-démocratie, la plus grande force de gauche en Europe, a détruit méthodiquement, durant les 20 dernières années, les mécanismes de l'État-providence et de l'État de bien-être social. Actuellement, face à la brutalité de la crise, on voit en France des dirigeants du Parti socialiste reparler de nationalisation. Sarkozy n'a fait aucune hypothèse de nationalisation des banques. Il leur a donné la garantie de l'État sans même solliciter le droit de vote dans les conseils d'administration, ce fut simplement une aide aux banques.

Certaines voix, à gauche, demandent de relancer une politique d'augmentations salariales, mais cela exigerait une politique sérieuse à l'échelle européenne. Le défi consiste à faire sur le plan européen le contraire de ce qu'ont fait, durant ces 20 dernières années, les partis socialistes lorsqu'ils étaient au gouvernement : reconstruire les services publics européens, harmoniser la fiscalité européenne, développer une imposition fortement progressive et relever le pouvoir d'achat. Ça signifie la destruction de tous les traités sur lesquels a été construite l'Union européenne depuis 1992. Je ne crois pas qu'existent la volonté politique d'agir de la sorte, ni la force sociale pour la réaliser. Pour une raison, à travers tout ce processus, la social-démocratie européenne a perdu beaucoup de son appui populaire. D'autre part, elle s'est très fortement

intégrée aux sommets, dans les entreprises privées et dans les finances globalisées. Le symbole en est la présence de deux sociaux-démocrates français, comme hommes de confiance du capital, à la tête de l'OMC (Pascal Lamy) et du FMI (Dominique Strauss-Kahn). Ca résume un peu la situation.

C.M. : *L'économiste François Chesnais affirme que cette crise est la première étape d'un très long processus, dont nous ne savons pas comment il se terminera. Vous avez toujours été un critique ferme, aussi bien du capitalisme et de la globalisation financière que des régimes socialistes constitués selon l'optique stalinienne. Pensez-vous que l'humanité est prête pour construire une troisième voie ?*

D.B. : La troisième voie ne passe ni par la ges-

tion étatique et bureaucratique qui a échoué dans les pays de l'Est européen, fondamentalement en Union Soviétique, ni par le libéralisme. Beaucoup disent aujourd'hui que la crise n'a pas été causée par le capitalisme en soi, mais par les excès et les abus commis par certains. Non, la crise a été causée fondamentalement par la logique propre du capitalisme. Je pense que nous devons dépasser la phase des slogans sympathiques des forums sociaux. Si un autre monde est possible, l'heure est arrivée de dire lequel. Nous sortons d'un siècle qui s'est terminé, à mon point de vue, par une déroute historique des espoirs d'émancipation. Nous entrons dans le XXI^e siècle avec moins d'illusions que nos ancêtres l'ont fait dans le XX^e siècle, surtout les socialistes qui croyaient à la fin des guerres et de l'exploitation.

Le problème actuel, c'est que nous sommes au début d'une longue reconstruction, mais en même temps, dans une course contre la montre, plus que jamais, car nous vivons une crise de destruction non seulement social, mais aussi écologique. Pour moi, il y a une seule alternative : opposer à la compétition et à la logique de tous contre tous une logique du bien commun, des services publics et de la solidarité. Nous pouvons appeler cela socialisme, communisme ou démocratie autogestionnaire. Il est nécessaire de le tenter. Si nous ne tentons pas de changer le monde, celui-ci nous écrasera.

21 décembre 2008

Traduction française :
«solidaritéS» (Suisse)